



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

hôpitaux publics

Question au Gouvernement n° 130

Texte de la question

HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Touraine, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Louis Touraine. Madame la ministre des affaires sociales et de la santé, vous avez récemment déclaré : " l'hôpital public est unique. Il soigne, il accueille tous les patients vingt-quatre heures sur vingt-quatre, il prend en charge toutes les pathologies, y compris les plus difficiles. En plus de sa mission de soins, il assure la formation des étudiants et la recherche ".

Malheureusement, au cours de ces dernières années, les gouvernements de droite ont nié cette spécificité et imposé une logique d'entreprise privée, limité la démocratie sanitaire et freiné le progrès à l'hôpital. Le beau nom d'hôpital public a même été abandonné au profit de celui d'établissement hospitalier.

Plus graves encore ont été l'application aveugle de la T2A et surtout l'objectif idéologique de convergence tarifaire avec les cliniques. Les hôpitaux se sont endettés et, pour la première fois depuis 1945, ont largement diminué leurs effectifs de personnels soignants, y compris de médecins et d'infirmières, au détriment de la qualité et de la sécurité des soins.

Les travaux indispensables de réhabilitation et de modernisation, promis il y a vingt ans, sont en panne. Certains chantiers sont à l'arrêt faute de trésorerie et d'accès au crédit. Les patients trouvent de plus en plus difficilement un accueil décent.

Je sais, madame la ministre, que vous envisagez heureusement un changement d'objectifs, un " pacte de confiance " et un retour de l'humanisme à l'hôpital. Au moment où le PLFSS 2013 est en cours d'examen, et malgré la difficile conjoncture financière dont nous héritons, que proposez-vous pour redonner espoir à tous ceux qui partagent les valeurs du service public hospitalier ? (*" Rien ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous avez évoqué, cet été, la possibilité de recourir à une partie des fonds du grand emprunt. Pourrons-nous ainsi construire l'hôpital du xxi^e siècle en menant à terme les indispensables investissements immobiliers, les équipements de modernisation, tout en inversant le cours de la préjudiciable hémorragie de personnel ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé.

Mme Marisol Touraine, *ministre des affaires sociales et de la santé*. Monsieur le député, chacun connaît votre fort engagement personnel et politique en faveur de l'hôpital public. Avec vous, je veux redire que ce gouvernement entend oeuvrer pour que l'hôpital public soit reconnu dans ses missions et sa spécificité, et pour que celles et ceux qui y travaillent soient mieux valorisés que par le passé. Dès le prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale, des mesures vont être prises en vue du financement et de la reconnaissance du service public hospitalier.

Vous attirez également mon attention sur la nécessité d'engager des investissements afin de garantir aux Français l'avenir de leurs hôpitaux. De ce point de vue, je dois dire que nous avons hérité d'une situation très difficile (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Julien Aubert. Toujours la même rengaine !

Mme Marisol Touraine, *ministre*. Entre le mois de février et le mois de mai 2012, le gouvernement précédent a adressé de très nombreuses lettres aux élus de la majorité, des lettres contenant des promesses au sujet des hôpitaux. On découvre, à la lecture de ces courriers, que tout le *Who's who* de l'UMP s'est fait promettre de

beaux hôpitaux, des maternités, des blocs opératoires ! Il y en a pour 400 millions d'euros de promesses, sans un début de financement ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*) Tout ce papier n'est que de la monnaie de singe, et il nous appartiendra de prendre nos responsabilités pour que l'hôpital de l'avenir puisse enfin se construire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Touraine](#)

Circonscription : Rhône (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 130

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Affaires sociales et santé

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 octobre 2012](#)